



Mario Monti, lors d'un forum de la coopération, lundi Milan. Credits photo : Luca Bruno/AP

Il a suffi que Mario Monti se déclare prêt à rester après les législatives d'avril 2013, s'il peut être encore utile au pays, pour déclencher en Italie ce qu'un commentateur appelle un sisme politique de portée imprévisible.

Pour Stefano Folli, éditorialiste au quotidien d'affaires *Il Sole 24 Ore*, cette déclaration a pris de court les forces politiques. Jusqu'à présent, le Professore affichait avec la plus grande fermeté sa volonté de prendre des vacances à la fin de son mandat, après avoir dirigé pendant dix-sept mois le premier gouvernement de technocrates de l'histoire du pays.

S'il a choisi New York et le prestigieux Council on Foreign Relations pour afficher sa nouvelle détermination, ce n'est pas un hasard: Mario Monti a voulu avant tout rassurer les marchés et les gouvernements alliés, préoccupés par la confusion qui règne sur la scène politique italienne. Il ne pouvait laisser le pays face au risque d'un retour de la spéculation, relève Stefano Folli. Barack Obama et Angela Merkel auraient fait pression pour lui faire repousser son projet de retrait.

Sa prise de position, estime Folli, est le maximum de l'engagement que Mario Monti entend assumer aujourd'hui. Il ne faut pas s'attendre à le voir prendre la tête d'un parti ou faire campagne: Je n'en ai pas besoin. Je suis déjà sénateur vie, dit-il.

Union nationale pour l'Europe

Les centristes, qui voient en lui un maître à penser, sont enthousiastes.

[Lire la suite \(Source\) >>](#)

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)